vides et emballages vides en retour) sont modifiés de la façon suivante :

CHAPITRE PREMIER — Emballages vides

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE :	Barème appli- cable par expédition de 50 kilos ou payant pour ce poids	Barème appli- cable par expédition par wagon complet
	De 0 à 60 kilomètres	0,58
De 61 à 120 kilomètres	0,46	0,40
Au-dessus de 120 kilomètres	0,40	0,29

CHAPITRE II — Emballages vides en retour

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE :	Barèmes applicables par expédition de 50 kgs. ou payant pour ce poids	
	Montés	Démontés, re- plés ou emboi- tés les uns dans les autres et les sacs vides.
De 0 à 60 kilomètres	0,20	0,13
De 61 à 120 kilomètres	0,13	0,13
Au-dessus de 120 kilomètres	0,10	0,07

ART. 21. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 juillet 1940, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme officiel n° 119 du 10 juillet 1940 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

ARRETE N° 306 modifiant certains tarifs du wharf de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, approuvant l'ensemble des tarifs du wharf de Lomé et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu l'arrêté n° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 7 S. T. du 3 octobre 1938, du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 407 du 27 juillet 1939, modifiant certains tarifs du wharf de Lomé;

Vu les avis formulés par les membres en conseil économique du réseau des chemins de fer du Togo dans sa séance du 4 juin 1940;

Sur la proposition de M. l'ingénieur, directeur du réseau des chemins de fer et du wharf du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 juin 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 22 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf de Lomé est modifié comme suit :

« *Importation.* — Les marchandises ou produits d'importation sont taxés d'après la base suivante :
Par 100 kgs. 10 frs. »

ART. 2. — L'article 23 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf de Lomé est modifié comme suit :

« *Exportation.* — Les marchandises ou produits d'exportation sont taxés d'après la base suivante :
Par 100 kgs. 6 frs. »

ART. 3. — L'article 33 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf de Lomé est modifié comme suit :

« a) sans changement,
b) sans changement,
c) graines de coton, de kapok, de ricin, noix de coco la tonne 30 frs.
d) arachides, maïs . . . la tonne 35 —
e) cacao, amandes de palme, amandes de karité . . . la tonne 40 —
f) coprah, tapioca, huile de palme et de palmistes, huile de karité . . . la tonne . . . 50 — »

ART. 4. — L'article 24 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf est rapporté.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 juillet 1940 pour les tarifs *importation* et 1^{er} octobre 1940 pour les tarifs *exportation*, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme officiel n° 119 du 10 juillet 1940 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

ARRETE N° 307 modifiant les tarifs du chemin de fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, approuvant l'ensemble des tarifs du chemin de fer et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu la lettre ministérielle n° 3537 du 26 septembre 1938 homologuant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo modifiés au 1^{er} janvier 1938;

Vu l'arrêté n° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939, portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 7 S. T. du 3 octobre 1939, du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Sur la proposition de M. l'ingénieur, directeur du réseau du chemin de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 juin 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rédaction actuelle de l'article 9 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est complétée comme suit :

« Des emplacements spéciaux aménagés pour la vente des denrées alimentaires dans la cour extérieure de la gare de Lomé G. V. peuvent être loués au revendeurs et revendeuses au tarif de 0,35 par période de la journée (matin ou soir).

Le stationnement des revendeurs et revendeuses dans les emplacements extérieurs autres que les abris, est formellement interdit ».

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 juillet 1940 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme officiel n° 119 du 10 juillet 1940 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

Carburants — Lubrifiants

ARRETE N° 340 abrogeant l'arrêté n° 616 du 15 novembre 1939 relatif au régime provisoire de la consommation du pétrole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté n° 629 du 2 septembre 1939 sur le régime de la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation, modifié par l'arrêté n° 571 du 2 novembre 1939;

Vu l'arrêté n° 616 du 15 novembre 1939 suspendant provisoirement en ce qui concerne le pétrole les effets de l'arrêté n° 629 du 2 septembre 1939 sur le régime de conservation, utilisation, cession et transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation;

Vu la situation actuelle des stocks et l'absence temporaire de moyens de ravitaillement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 616 du 15 novembre 1939 suspendant provisoirement en ce qui concerne le pétrole les effets de l'arrêté n° 629/D. N. du 2 septembre 1939 sur le régime de conservation, utilisation, cession et transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 629/D. N. sur le régime de la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 19 novembre 1935 fixant les conditions de réglementation des réquisitions militaires aux colonies;

Vu les arrêtés locaux du 27 août et 2 septembre 1939, pris en application du décret susvisé;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout détenteur de combustibles liquides ou huiles de graissage pour moteurs, en quantités supérieures à vingt litres pour les combustibles liquides et à dix litres pour les huiles de graissage, est tenu d'en faire la déclaration aux bureaux du cercle ou de la subdivision dès la promulgation du présent arrêté, et au plus tard le 4 septembre 1939 à 12 heures.

Des déclarations analogues seront faites désormais par les mêmes personnes, le vingt de chaque mois.

ART. 2. — A compter de la notification au public du présent arrêté, la détention, la cession, l'utilisation et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs sont soumis aux restrictions et réglementations indiquées aux articles ci-après.

ART. 3. — L'embargo est mis pour le compte du territoire sur tous les stocks de combustibles liquides et huiles de graissage détenus à un titre quelconque par des entreprises ou établissements privés ou des particuliers. Les détenteurs sont considérés comme entrepositaires pour le compte de l'autorité administrative et sont responsables vis-à-vis d'elle des produits déposés chez eux.

ART. 4. — La cession à des particuliers des combustibles liquides et des huiles de graissage pour moteurs est subordonnée à la présentation par l'acheteur d'un bon d'achat signé par le commandant de cercle ou chef de subdivision. Ce bon est conservé par le vendeur comme pièce comptable lui servant de décharge vis-à-vis de l'autorité administrative. Il joint ces bons à l'appui des états mensuels de stocks qu'il fournit à l'administration.

Tout débitant est tenu de délivrer, aux prix fixés à la mercuriale établie par le chef du territoire, les quantités de produits portées sur les bons régulièrement établis.

ART. 5. — Toute personne pouvant faire état de motifs impérieux d'effectuer un déplacement, sans qu'il lui soit possible d'emprunter un service de transport ouvert au public, recevra de l'autorité administrative locale (commandant de cercle ou chef de subdivision) :